



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°07 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Après les élections législatives, le BNP, vainqueur, forme le gouvernement ;
- ❖ **Inde** : Retour sur le sommet mondial sur l'intelligence artificielle à New Delhi ;
- ❖ **Népal** : Les banques népalaises privilégient le crédit à la consommation face à la hausse des créances douteuses ;
- ❖ **Pakistan** : Croissance – la Banque centrale révisé ses prévisions de croissance du PIB pour 2026 à 3,75-4,75%
- ❖ **Sri Lanka** : Visite de Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI.

À RETENIR

723,8 Mds USD

Réserves de change indiennes fin janvier
2026

Bangladesh

Après les élections législatives, le BNP, vainqueur, forme le gouvernement

Le Bangladesh Nationalist Party (BNP), arrivé en tête des élections législatives du 12 février, a officiellement constitué le nouveau gouvernement, dévoilant une équipe ministérielle de 25 ministres et 24 ministres délégués.

Aux ministères des Finances et du Plan, le parti a choisi un ancien ministre du Commerce, Amir Khasru Mahmud Chowdhury. Le portefeuille de l'Énergie et des Ressources minérales revient à Iqbal Hasan Mahmud Tuku, qui avait occupé ce poste entre 2001 et 2006 lors du mandat de Khaleda Zia. Enfin, parmi les principales figures économiques, Khandaker Abdul Muktadir est nommé dans un portefeuille élargi au Commerce, à l'Industrie, et au Textile et Jute.

Lors du premier conseil des ministres, 3 priorités ont été fixées : contrôler le prix des commodités, améliorer la situation sécuritaire et maintenir l'offre en énergie. Le Premier ministre a par ailleurs instruit l'équipe ministérielle de mettre en œuvre un plan d'actions pour les 180 premiers jours.

Le nouveau gouvernement confirme qu'il demandera le report de trois ans de la sortie du statut de PMA

Le nouveau gouvernement dirigé par le BNP prévoit d'engager une procédure pour repousser d'au moins trois ans la graduation du Bangladesh hors de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), actuellement prévue le 24 novembre de cette année. Cela a été confirmé par le nouveau Ministre du Commerce Khandakar Abdul Muktadir à la presse, qui a affirmé que la procédure sera lancée dès cette semaine.

Le processus sera piloté par la division des relations économiques, tandis que le ministère du Commerce lancera formellement la demande. Le Bangladesh devra formellement écrire à l'ONU pour motiver sa demande.

[New govt to seek 3-year LDC deferment – The Daily Star](#)

La dette publique en hausse de 13% en un an à 175 Mds USD fin septembre

La dette publique du Bangladesh a atteint 21490 Mds Tk (soit 175 Mds USD) en forte progression de 13 % sur un an. Cette hausse soutenue est alimentée à la fois par l'endettement intérieur et extérieur dans un contexte de pressions budgétaires persistantes. L'augmentation reflète le financement du déficit, la couverture des dépenses courantes et le service d'une dette dont les charges d'intérêts absorbent une part croissante du budget.

Le gouvernement intérimaire a davantage recouru à des nouveaux emprunts auprès des bailleurs internationaux. Les soutiens budgétaires se sont élevés à 3,4 Mds USD en 2024-25, contre 2 Mds USD l'année précédente. La dette externe atteint ainsi 9510 Mds Tk (78 Mds USD, +17%) contre 11980 Mds Tk pour l'endettement domestique.

[Debt rises Tk2.6 lakh crore in 14 months of Yunus govt – The Business Standard](#)

Les dépôts bancaires retrouvent une croissance à deux chiffres après plus de 4 ans

Les dépôts bancaires ont progressé de 11,1 % en décembre 2025, atteignant plus de 19 730 Mds Tk (165 Mds EUR), leur plus forte croissance en 50 mois, contre 17 760 Mds Tk un an plus tôt. Cette dynamique est principalement portée par la hausse des transferts de fonds des expatriés, par des taux d'intérêt sur les dépôts redevenus attractifs et par une consommation atone dans le contexte pré-élections. Dans le même temps, la monnaie en circulation hors banques a légèrement reculé à 2 750 Mds Tk.

Les transferts ont notamment atteint 3,22 Mds USD en décembre 2025, l'un des niveaux mensuels les plus élevés jamais enregistrés, tandis que les taux de dépôt, désormais compris entre 9 % et 9,5 %, dépassent l'inflation et incitent ménages et institutions à placer leurs liquidités.

Cette croissance des dépôts signale par ailleurs une confiance maintenue dans le secteur bancaire, malgré un taux de créances douteuses très élevé. Cette croissance masque néanmoins des disparités entre banques : à titre d'exemple, entre janvier et septembre, City Bank a connu une croissance de +23% et BRAC Bank de +21%.

[Bank deposits hit 50-month high as growth returns to double digits – The Business Standard](#)

Inde

Retour sur le sommet mondial sur l'intelligence artificielle à New Delhi

L'AI Impact Summit 2026, sommet international consacré à l'intelligence artificielle (IA), se tient actuellement, du 16 au 20 février 2026 à New Delhi. Il réunit des dirigeants politiques, des responsables gouvernementaux, des chefs d'entreprise et des experts de premier plan afin d'aborder les enjeux économiques, éthiques et géopolitiques liés au développement de l'IA. Plus de 100 pays sont représentés, avec la participation de dizaines de ministres, de plusieurs chefs d'État et de centaines de leaders du secteur technologique.

Dans ce cadre, le président français, Emmanuel Macron, a été invité officiellement par le gouvernement indien et a assisté à des sessions clés du sommet. Dans son allocution, l'accent a été mis sur la nécessité d'une IA responsable et souveraine, avertissant contre une dépendance excessive à l'égard de grandes entreprises technologiques et appelant à des cadres de gouvernance qui protègent les données des citoyens tout en favorisant l'innovation. Pour rappel, l'édition précédente s'était tenue à Paris en février 2025, co-présidée par la France et l'Inde, avec l'Inde désignée comme pays hôte du prochain rendez-vous mondial à New Delhi.

Ainsi, le sommet s'inscrit dans une stratégie affirmée de positionnement de l'Inde comme acteur majeur de la gouvernance et de l'innovation en matière d'intelligence artificielle.

A noter qu'en marge du sommet, l'entreprise américaine, OpenAI, dirigée par Sam Altman, a annoncé un partenariat stratégique avec le conglomérat indien Tata Group afin de développer en Inde des infrastructures de centres de données optimisées et liées à l'intelligence artificielle.

OpenAI s'appuiera sur l'activité de centres de données de Tata Consultancy Services (TCS), avec une capacité initiale de 100 MW, susceptible d'être portée à 1 GW à terme. Les installations prévues comprendront des centres de données à haute densité, refroidis par liquide,

connectés aux principales régions cloud internationales et conçus pour exécuter des modèles d'IA de nouvelle génération.

[India-AI Impact Summit 2026 – The PIB Headquarters](#)

Reprise des flux de portefeuille étrangers vers le marché actions indien

Début février 2026, les investisseurs institutionnels étrangers (Foreign Portfolio Investors, FPIs) ont opéré un retournement marqué de position sur le marché actions indien.

Au cours des deux premières semaines du mois, ils sont redevenus acheteurs nets, avec des apports estimés à environ 19 675 crores INR (2,2 Mds USD approx).

Ce mouvement tranche avec les mois précédents, caractérisés par d'importantes sorties de capitaux et des ventes nettes soutenues sur les actions indiennes. La dynamique récente signale ainsi une inflexion significative du positionnement international vis-à-vis du marché indien.

Selon un article de The Times of India, cette inversion s'explique principalement par une amélioration du sentiment des investisseurs étrangers alimentée par la signature de l'accord commercial entre l'Inde et les États-Unis, ainsi que par un apaisement des incertitudes macroéconomiques mondiales.

Par ailleurs, plusieurs indicateurs ont contribué à restaurer la confiance : le ralentissement de l'inflation aux États-Unis, la perspective d'un environnement monétaire plus stable et la solidité persistante des fondamentaux économiques indiens (croissance soutenue, stabilité financière et résilience du secteur domestique).

[Foreign Portfolio Investors: FPIs infuse Rs 19,675 crore in early February after months of heavy selling - The Times of India](#)

État des lieux des indicateurs macroéconomiques en Inde

Selon les données de la Banque centrale, Reserve Bank of India (RBI), les réserves de change de l'Inde s'élevaient à 723,8 Mds USD au 30 janvier 2026. Ce niveau constitue un important coussin de sécurité externe et représente plus de 11 mois d'importations de biens, une position jugée confortable pour faire face aux besoins de financement extérieur et à d'éventuels chocs sur les marchés internationaux.

Les réserves se composent de 562,39 Mds USD d'actifs en devises étrangères, 137,6 Mds USD de réserves d'or, 18,95 Mds USD en droits de tirage spéciaux (DTS) et 43,61 Mds USD correspondant à la position de réserve auprès du FMI.

Sur le marché des changes, la roupie indienne s'échangeait récemment autour de 91,20 INR pour 1 USD, évoluant dans une fourchette relativement étroite après plusieurs interventions de la RBI visant à atténuer la volatilité. Cette stabilité intervient toutefois après une dépréciation d'environ 5,4 % face au dollar américain entre avril 2025 et mi-janvier 2026.

S'agissant du marché du travail, le taux de chômage global a légèrement progressé pour atteindre 5 % en janvier 2026, contre 4,8 % en décembre 2025. Cette hausse demeure marginale et intervient après plusieurs mois de stabilité, voire de légère amélioration. A noter, que cette donnée demeure à contrebalancer, en lien avec l'informalité persistante en Inde.

Enfin, le déficit commercial s'est sensiblement creusé pour atteindre 34,7 Mds USD en janvier 2026, contre 25,0 Mds USD en décembre 2025, traduisant une dégradation notable d'un mois

sur l'autre. Les exportations ont totalisé environ 34,7 Mds USD, en légère hausse par rapport au mois précédent, tandis que les importations ont atteint 69,4 Mds USD. L'élargissement du déficit s'explique principalement par la forte progression des importations, tirée en grande partie par l'augmentation des achats de produits énergétiques, notamment de pétrole brut et de produits dérivés.

[RBI MPC 2026: India's forex reserves stand at \\$723.8 billion as on January end, Guv Malhotra says - The Economic Times](#)

Prévision de l'inflation pour le prochain exercice en cours 2026-27

Selon l'agence de notation indienne CRISIL, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (CPI) en Inde devrait atteindre 4,3 % au cours de l'exercice 2026-27 (FY27), contre 2,5 % estimés pour FY26.

Cette projection intervient dans un contexte récent d'inflation plus faible que prévu, largement attribuable à la modération des prix alimentaires, notamment ceux de certains produits de base comme les légumes. Toutefois, CRISIL anticipe un regain des pressions inflationnistes au prochain exercice, sous l'effet combiné de facteurs conjoncturels et structurels.

Plusieurs éléments pourraient contribuer à cette accélération. La demande intérieure devrait rester robuste, soutenue par la croissance économique et la progression des revenus. Les prix des carburants et de l'énergie pourraient également exercer des tensions si les cours internationaux du pétrole demeurent élevés ou repartent à la hausse. Par ailleurs, une légère remontée des prix alimentaires est envisagée, en particulier pour les produits dont l'offre reste vulnérable aux aléas climatiques et saisonniers.

L'inflation des services constitue un autre point de vigilance. Déjà soutenue par la vigueur de la demande, elle pourrait continuer à peser, notamment dans les segments du logement, des transports et des services aux ménages.

En FY26, l'inflation moyenne de 2,5 % s'est située nettement en dessous du point central de la cible fixée par la RBI (4 % +/- 2 %), grâce à des prix alimentaires contenus et à un environnement monétaire stable. À l'inverse, la prévision de 4,3 % pour FY27 se positionne légèrement au-dessus du centre de la fourchette cible, ce qui pourrait influencer l'orientation future de la politique monétaire.

[India's consumer inflation estimated at 4.3% in FY27, up from 2.5% in FY26: Crisil - The Economic Times](#)

Népal

Les banques népalaises privilégient le crédit à la consommation face à la hausse des créances douteuses

Face à la montée des prêts non performants, les institutions financières népalaises orientent davantage le crédit vers la consommation afin de limiter les risques de recouvrement. Selon la banque centrale, les prêts à la consommation atteignaient environ 9,5 Mds USD à mi-janvier, en hausse rapide sur un mois.

A l'inverse, les crédits destinés à l'agriculture et aux activités productives demeurent plus faibles, autour de 7,3 Mds USD, tandis que les prêts au commerce de gros et de détail, environ 7,9 Mds USD, financent en grande partie des biens importés plutôt que la production domestique. Le secteur agricole reste peu prioritaire, avec un encours d'environ 2,7 Mds USD, en recul sur deux ans.

Le ratio national de prêts non performants s'élève à 5,42% du crédit total, avec des tensions plus marquées dans les institutions financières de moindre taille. Le niveau élevé de provisions, équivalent à 5,83% des prêts, pèse sur la rentabilité et sur les marges de capital du secteur bancaire.

[BFls prioritize consumer loans over production sector amid rising bad loans: NRB](#)

Le Népal supprime le plafond des IDE via la procédure automatique

Le gouvernement népalais a supprimé le plafond maximal applicable aux investissements directs étrangers via la procédure automatique, conformément à la loi de 2019 sur l'investissement étranger. Le seuil antérieur d'environ 3,8 M USD a été aboli pour les systèmes automatique et manuel. Un minimum d'investissement d'environ 1,5 m USD reste requis pour la plupart des secteurs, sauf pour les projets liés aux technologies de l'information, désormais sans limite de capital.

Au total, 102 activités sont éligibles, couvrant notamment l'énergie, l'agriculture, l'industrie manufacturière, les services, les infrastructures, l'informatique et le tourisme. L'approbation est délivrée automatiquement après vérification des critères, les entreprises devant ensuite soumettre leur projet avant le démarrage.

Cette réforme vise à stimuler les flux d'IDE, qui demeurent structurellement faibles, malgré l'abaissement du seuil minimal d'investissement à environ 150 000 USD en 2022. Les récents mouvements de la Gen-Z ont également eu un impact significatif sur le climat de confiance des investisseurs étrangers, dans un contexte où le Népal demeure engagé dans une phase de transition politique, les élections étant prévues en mars 2026.

[Government removes cap on FDI to attract higher foreign investment](#)

Pakistan

Croissance – la Banque centrale révisé ses prévisions de croissance du PIB pour 2026 à 3,75-4,75%

Dans une interview accordée à Reuters, le gouverneur de la Banque centrale (State Bank of Pakistan, SBP), Jameel Ahmad, a indiqué que l'économie pakistanaise devrait enregistrer une reprise plus forte et durable que celle anticipée par le Fonds monétaire international, malgré des résultats mitigés en matière d'échanges commerciaux.

Il a confirmé que la banque centrale avait révisé à la hausse sa prévision de croissance du PIB pour l'exercice budgétaire 2025-26, comprise dans une fourchette de 3,75 % à 4,75 %, soit 0,5 point de pourcentage de plus que sa précédente estimation, en s'appuyant sur des données du premier trimestre qui suggèrent un rebond généralisé dans les trois principaux secteurs de l'économie.

Selon lui, l'activité agricole est restée résiliente malgré les inondations de la mousson 2025, la production manufacturière à grande échelle (l'indice LSM) a progressé d'environ 6 % sur la période récente. Il a aussi souligné que l'assouplissement des conditions financières, après une réduction cumulative de 1 150 points de base du taux directeur, désormais fixé à 10,5%, soutient la croissance tout en maintenant la stabilité des prix.

[Pakistan central bank chief expects broader recovery than IMF forecast - Markets - Business Recorder](#)

[Dette externe – les EAU renouvellent pour deux mois un dépôt de 2 Mds USD auprès de la SBP](#)

Les Émirats arabes unis ont approuvé le renouvellement pour deux mois d'un dépôt de 2 Mds USD placé auprès de la Banque centrale (SBP), désormais prolongé jusqu'au 17 avril à un taux d'intérêt de 6,5 %. L'annonce, faite à la suite d'échanges entre le ministre pakistanaï des Affaires étrangères Ishaq Dar et les autorités émiriennes, intervient à un moment critique, quelques semaines avant l'arrivée à Islamabad de la mission des services du FMI pour la prochaine revue des programmes en cours.

Le délai entourant cette confirmation a ravivé les inquiétudes concernant la structure de la dette externe du Pakistan, composée de prêts de court terme et majoritairement détenue par ses principaux partenaires bilatéraux – Émirats arabes unis, Arabie saoudite et Chine – dont les renouvellements conditionnent le maintien des équilibres extérieurs. Ce roll-over était particulièrement scruté par les institutions financières internationales en raison de son rôle dans la sécurisation des financements nécessaires à la poursuite des programmes du FMI. Pour l'exercice fiscal en cours, le Pakistan cherche à obtenir le renouvellement d'environ 12 Mds USD de dollars de dépôts externes arrivant à échéance, dont 5 Mds USD détenus par l'Arabie saoudite, 4 Mds USD par la Chine, auxquels s'ajoutent les 3 Mds USD déposés auprès de la SBPn par l'Abu Dhabi Fund for Development. En décembre dernier, l'Arabie saoudite avait déjà prolongé d'un an l'échéance de son propre dépôt de 3 Mds USD.

[UAE agrees to rollover \\$2bn loan for two months: report - Business & Finance - Business Recorder](#)

[Les exportations vers l'Europe progressent de 4,5% \(en g.a.\) au premier semestre 2026](#)

Au cours du premier semestre de l'exercice budgétaire 2026, les exportations pakistanaïses vers l'Union européenne ont progressé de 4,5% (en g.a.). D'après les données publiées par la SBP, les exportations pakistanaïses se sont élevées à 4,638 Mds USD entre juillet et décembre 2025, contre 4,438 Mds USD sur la même période l'année dernière.

La répartition régionale montre des dynamiques contrastées : l'Europe occidentale – Allemagne, Pays-Bas, France, Italie et Belgique – reste le principal marché, avec une légère augmentation de 0,23 %, soit 2,195 Mds USD contre 2,190 Mds USD l'an dernier. Les exportations vers l'Europe du Nord ont augmenté de 4,82 %, à 373 M USD, tandis que celles vers l'Europe du Sud ont progressé de 9,16 %, atteignant 1,667 Mds USD, avec une forte croissance en Espagne (+11,35 % à 807,45 M USD) et en Italie (+7,51 % à 612,88 M USD), mais un recul en Grèce (-9,03 % à 64,45 M USD). L'Europe de l'Est a enregistré une hausse de 10,51 %, à 403,58 M USD. En revanche, les exportations vers le Royaume-Uni, auparavant principal client, ont légèrement diminué de 0,27 %, à 1,096 Md USD depuis le Brexit.

[Exports to Europe rise 4.5pc](#)

[Les exportations de services progressent de 16,51% \(en g.a.\) au premier semestre 2026](#)

Selon les données publiées par le Bureau des statistiques du Pakistan (PBS, Pakistan Bureau of Statistics), les exportations de services progressent plus rapidement que les exportations de biens au cours du premier semestre de l'exercice 2026 et enregistrent une hausse de 16,51% (en g.a.) sur cette période pour atteindre 4,764 Mds USD. La croissance du secteur est en grande partie tirée par les sous-secteurs des technologies de l'information, des services financiers, des transports et de la logistique.

[Services export surges to \\$4.76bn](#)

[Progression de 11% \(en g.a.\) des transferts de travailleurs expatriés entre juillet 2025 et janvier 2026](#)

Selon les données publiées par la SBP, les transferts de travailleurs expatriés continuent de progresser et enregistrent une hausse de 11% (en g.a.) sur la période juillet 2025-janvier 2026 pour atteindre 23 Mds USD, dont 3,46 Mds USD au mois de janvier. Selon les données de la State Bank of Pakistan, l'essentiel de ces flux provient des Pakistanais travaillant en Arabie saoudite (739,6 millions USD), suivis par les Émirats arabes unis (694,2 millions USD), le Royaume-Uni (572,1 millions USD) et les États-Unis (294,7 millions USD).

Selon le Gouverneur de la Banque centrale, Jameel Ahmad, les transferts pourraient atteindre un record de 42 Mds USD sur l'ensemble de l'exercice budgétaire. Selon les autorités, le pays devrait recevoir des flux supplémentaires au cours des prochains mois, coïncidant avec la célébration de deux fêtes d'Eid, périodes pendant lesquelles les Pakistanais résidant à l'étranger envoient traditionnellement des montants accrus à leurs familles.

[Jul-Jan FY26: Workers' remittances post 11pc growth - Business Recorder](#)

[Révision de la perspective du secteur bancaire par Moody's, de positive à stable](#)

L'agence de notation Moody's Investors Service a révisé la perspective du secteur bancaire pakistanais, passant de « positive » à « stable ». Cette modification reflète selon Moody's les risques macroéconomiques persistants, notamment les pressions sur la liquidité, la volatilité des réserves de change et la faiblesse relative de la croissance économique à court terme. L'agence note toutefois que la stabilité du cadre réglementaire et la résilience des principales institutions financières contribuent à limiter les risques de détérioration immédiate.

[Moody's revises Pakistan banking outlook from 'positive' to 'stable'](#)

[Energie : le passage au « net billing » pour le solaire suscite de vives réactions](#)

Le Pakistan a officiellement mis fin à son régime de net metering et a introduit un système de net billing avec les Nepra (Prosumer) Regulations, 2026. Dorénavant, les surplus d'électricité produits par les ménages, entreprises et industries jusqu'à 1 MW seront achetés par les compagnies d'électricité au prix moyen d'achat de l'énergie, beaucoup plus faible que le tarif facturé aux consommateurs. Cette réforme met fin au modèle d'offset 1 pour 1 qui permettait jusqu'ici aux utilisateurs solaires de compenser intégralement leurs factures. Le changement réduit significativement la rentabilité du solaire résidentiel et commercial, tout en ajustant la tarification pour refléter plus fidèlement les coûts réels de l'électricité.

[PM steps in after backlash on solar rules - Pakistan - DAWN.COM](#)

Industrie minière : Barrick Mining Corporation lance un audit du projet Reko Diq sur fond d'inquiétudes liées à la situation sécuritaire au Baloutchistan

Le groupe minier Barrick Mining Corporation procède à un examen approfondi de son projet Reko Diq, l'un des plus importants gisements de cuivre et d'or au monde, situé dans la province du Baloutchistan au Pakistan. Ce réexamen intervient dans un contexte de montée des inquiétudes liées à la sécurité dans la région, marquée par une augmentation des incidents violents, y compris des attaques coordonnées contre des infrastructures civiles et militaires, qui ont fait plusieurs dizaines de victimes.

Le conseil d'administration de Barrick a indiqué que cette revue portera sur l'ensemble des aspects du projet, notamment les dispositions de sécurité, le plan de financement, le calendrier de développement et le budget, afin de déterminer les conditions de poursuite de l'investissement.

Reko Diq est détenu en coentreprise (50 % par Barrick, 25 % par des entreprises publiques pakistanaises et 25 % par le gouvernement du Baloutchistan) et reste un élément stratégique du portefeuille de Barrick, mais la sécurisation de l'environnement opérationnel s'impose désormais comme une condition clé pour l'avancement du projet.

[Barrick reviews Reko Diq project amid Balochistan security concerns | Reuters](#)

Sri Lanka

Visite de Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI

Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, s'est rendue au Sri Lanka du 16 au 18 février, pour discuter de la reprise économique du pays, de l'assistance post-cyclone Ditwah et des avancées du programme de réformes soutenu par le FMI. Elle a entamé son déplacement par des visites de terrain dans les zones touchées par le cyclone afin d'échanger avec les communautés affectées, dont elle a souligné la résilience. Elle a salué la réaction rapide du gouvernement et a indiqué que le FMI avait également fourni plus de 200 M USD en financement d'urgence pour appuyer les efforts de relèvement. Elle a ensuite rencontré le président Anura Kumara Dissanayaka, le gouverneur de la banque centrale (CBSL), ainsi que le ministre du travail et vice-ministre des finances. Elle a mis en avant l'importance d'atteindre un taux de croissance plus élevé, de l'ordre de 7 à 8%, afin de répondre aux aspirations de la population, tout en renforçant la préparation aux catastrophes grâce à l'amélioration des systèmes d'alerte précoce.

[President's office](#)

Nouveau financement de 400 M USD de la Banque Mondiale pour soutenir les réformes

Le gouvernement a approuvé l'obtention d'un financement de 400 M USD auprès de la Banque mondiale afin de soutenir le programme de réformes en cours dans le cadre de l'EFF du FMI. Le financement sera accordé via une Opération programmatique d'appui aux politiques de développement (DPO) sur trois ans couvrant la période 2026–2028. Ce nouveau programme approuvé de 400 millions de dollars s'articule autour de deux piliers principaux : le développement de la compétitivité et l'amélioration de la gouvernance économique. Le Sri Lanka a déjà reçu 700 millions de dollars dans le cadre de l'Opération de politique de développement pour la Résilience, la Stabilité et la Transformation économique (RESET) financée par la Banque mondiale pour la période 2023–2024.

Nouvelles exonérations d'impôts pour les investisseurs étrangers dans les secteurs

Le ministère des Finances a publié une nouvelle circulaire définissant les critères d'éligibilité à des exonérations fiscales pour les projets classés comme Strategic Development Project. Le nouveau cadre prévoit des exonérations fiscales de 5 à 10 ans, selon le secteur d'activité. Ces avantages sont accordés en fonction de seuils d'investissement allant de 50 M USD à plus de 300 M USD, ainsi que du respect d'exigences minimales en matière de création d'emplois locaux. Ainsi, les investissements industriels supérieurs à 150 M USD, générant plus de 250 emplois locaux, bénéficieront d'une exonération d'impôt sur le revenu pendant dix ans. De même, les investissements dans les infrastructures, les services et le tourisme excédant 300 M USD et créant au moins 100 emplois locaux bénéficieront également d'une exonération d'impôt sur le revenu pour une durée de dix ans.

[Ministry of Finances](#)

Annonces gouvernementales en matière de réformes du marché travail, du commerce et de la politique des droits de douane

Le gouvernement sri-lankais a récemment présenté plusieurs initiatives s'inscrivant dans le cadre des réformes structurelles soutenues par le FMI depuis la crise économique de 2022, relevant de la rationalisation réglementaire et la mise en conformité avec les standards internationaux. La réforme la plus ambitieuse concerne le droit du travail : elle prévoit de regrouper 12 lois sociales en quatre textes consolidés, afin de rationaliser un cadre juridique fragmenté. Les axes annoncés incluent l'introduction de dispositions de flexibilisation, la numérisation des procédures administratives et des mesures destinées à renforcer la participation des femmes au marché du travail. En ce qui concerne la politique commerciale, un comité d'experts doit remettre d'ici juin ses recommandations sur l'ensemble des accords commerciaux existants, en négociation ou envisagés. Les autorités ont indiqué vouloir disposer d'une évaluation globale avant toute reprise de négociations ou signature de nouveaux accords de libre-échange, dans un contexte de réexamen de la stratégie d'intégration commerciale du pays. Enfin, le gouvernement a lancé une réforme intégrée au budget 2026, visant à aligner le régime douanier sur la classification économique des Nations unies (BEC) et à introduire un système à quatre bandes tarifaires. L'objectif affiché est de simplifier la structure des droits de douane, d'en améliorer la transparence afin de soutenir les exportations du secteur manufacturier.

[Daily news](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr